

T Â A O U N *

La Lettre des Coopérations au Maroc

* Coopération

Réalisée par Marocoop, agence de Conseil en coopérations décentralisée et internationale avec le Maroc, avec le soutien de l'Ambassade de France au Maroc

N° 4 – février 2009

SOMMAIRE

- **Coopérations franco-marocaines**
- **Autres coopérations nationales**
- **L'interview du mois** : Jacques ROCCA-SERRA, Adjoint au Maire de Marseille, Président du Groupe Pays Maroc de Cités-Unies France
- **Les nouvelles du Maroc**
- **Rendez-vous**
- **Appels à projets**
- **Abréviations/Indications**
- **Le Mot de la Rédaction**

COOPERATIONS FRANCO-MAROCAINES

COOPERATIONS BILATERALES

Education

A l'occasion d'une visite à **Rabat**, Xavier DARCOS, Ministre de l'Education Nationale a annoncé l'octroi d'un prêt de l'AFD de 50 m€ en appui au Plan d'urgence 2009-2012 en faveur de la réforme du système éducatif au Maroc.

Collectivités locales

Venu participer à la clôture des Assises de la coopération décentralisée franco-marocaine aux côtés du Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Intérieur, Saad HASSAR, Alain MARLEIX, Secrétaire d'Etat aux collectivités locales a visité à **Tanger** un projet de relogement des habitants des bidonvilles qui a bénéficié d'un prêt de 14,5 Mdh de l'AFD, et a rencontré le Ministre de l'Intérieur, Chakib BENMOUSSA.

Industrie et Formation

Signatures de 5 conventions au titre du Contrat-programme 2009-2015 relatif au Pacte national pour l'Emergence industrielle, dont l'un concerne la création d'une Ecole d'Ingénieurs en partenariat avec l'Ecole Centrale de **Paris**.

LES ECHOS DU PAD Maroc

Le **Projet d'Accompagnement du processus de Décentralisation** est un programme géré conjointement par les autorités françaises et marocaines, visant à renforcer les capacités de maîtrise d'ouvrage des collectivités locales marocaines. Il repose notamment sur un dispositif d'appui aux partenariats de coopération décentralisée doté d'un fonds de 2,5 M€, destiné à soutenir des projets de développement local élaborés entre collectivités françaises et marocaines. (www.padmaroc.org)

- Visites d'étude en France de hauts fonctionnaires de l'administration territoriale marocaine dans la Région **Poitou-Charentes** du 9 au 13 février, et ce après celles de : M. KHEIDRI, Gouverneur

Directeur des affaires administratives, M. LHAFI, Gouverneur Directeur du personnel d'autorité et M. BIKRATE, Gouverneur d'Essaouira, dans la préfecture de région de **Picardie** ; M. SABRI, Gouverneur de la préfecture de Salé, M. ARIF Gouverneur de la Province Fahs Anjra et M. FETTAL, Gouverneur de la province de Taounate, dans la préfecture de Région **Centre** ; M. Mohammed FAOUZI, Gouverneur de la Préfecture des arrondissements de Casablanca Anfa, M. Abdelghani SEBBAR, Gouverneur de la province de Jerada et M. Bouchaib MOUTAWAKIL, Gouverneur de la province d'Al Haouz, dans la préfecture de Région **Auvergne** ; M. Amal BENBOUBKER, Gouverneur de la Préfecture des arrondissements de Sidi Bernoussi, Mme Fouzia IMANSSAR, Gouverneur de la Préfecture des arrondissements de Ain Chok et M. M'Hamed GUERDOUH, Gouverneur de la Province de Sidi Kacem dans la Préfecture de région **Basse-Normandie**.

En parallèle, organisation d'un programme de formation spécifique à la fonction du Secrétaire général établi par l'ENA de Paris sur les thèmes du management, au profit de 20 SG. Les objectifs consistent essentiellement à adapter et moderniser les modes de management et les méthodes d'intervention du ministère au niveau déconcentré, et à renforcer les compétences des Secrétaires généraux en matière d'administration territoriale.

- Assises de la Coopération décentralisée franco-marocaine, 19-20 février à Agadir :



Environ 500 personnes issues pour la plupart de collectivités françaises et marocaines, dont de nombreux élus, ont participé à la 3^{ème} édition des Assises de la Coopération décentralisée maroco-française, un évènement qui par ailleurs, a fait l'objet d'une large couverture médiatique.

Les débats riches et variés consacrés au bilan et aux perspectives de cette coopération ont donné lieu à une Déclaration finale, dite d'Agadir à travers laquelle les élus se sont engagés à :

- « promouvoir la coopération décentralisée au niveau des communes rurales par la mise en place de programmes pilotes de coopération de territoire à territoire »
- soutenir « la création d'une instance de concertation dédiée à la coopération décentralisée, permettant la mise en cohérence des actions et des financements pour la promotion et l'accompagnement des initiatives de coopération décentralisée », dotée d'un fonds d'appui
- « œuvrer pour le renforcement de la déconcentration administrative, en tant qu'appui incontournable au processus de décentralisation »
- « instituer le principe de la coopération multipartite autour d'actions prioritaires inscrites dans le plan national marocain de renforcement de la décentralisation à l'horizon 2015 »
- participer aux côtés des associations de collectivités locales à « la création au niveau de chaque région d'un comité de promotion de la coopération décentralisée »

Les élus marocains et français ont proposé un rythme triennal pour la tenue d'Assises.

La déclaration finale d'Agadir, l'étude d'évaluation de la coopération décentralisée franco-marocaine présentée lors des Assises, ainsi que la plupart des interventions seront prochainement sur le site du PAD Maroc : <http://www.padmaroc.org/assises/>

COOPERATIONS DECENTRALISEES

Région Nord-Pas-de-Calais – Région Doukkala Abda / Promotion de la femme

L'association AJS « le bon emploi de la solidarité » de **Dunkerque** qui œuvre avec la CU de Dunkerque et la Région **Nord-Pas-de-Calais** en faveur d'associations de la ville d'**El Jadida** dédiées à la promotion socio-économique des femmes, a organisé une rencontre autour du projet Initiative Citoyennes Euro-Méditerranéennes.

Paris – Casablanca / Politique de la ville et développement durable

A l'invitation de la CU de **Casablanca**, Gisèle STIEVENARD, adjointe au Maire de **Paris** a participé au séminaire des Jeudi de la gouvernance consacré à : " Politique de la ville et développement durable, une équation incontournable encore mal maîtrisée".

Département de l'Isère- Région Tadla-Azilal / Développement Touristique

Organisation d'un séminaire participatif à **Beni Mellal** réunissant les acteurs du tourisme afin de contribuer à l'élaboration du Schéma régional de développement touristique, l'un des fondements du projet de coopération des deux collectivités, appuyé par le PAD Maroc.

COOPERATIONS ECONOMIQUES

Oujda-Lille / développement économique

Visite d'une délégation d'acteurs du développement économique d'**Oujda** à **Lille** afin de tisser des partenariats économiques avec des entreprises de la métropole lilloise.

Produits du terroir

Avec le soutien de l'Ambassade de France, à travers la mise en place d'un Plan de développement régional de l'économie Sociale dans le **Souss Massa Drâa**, organisation à **Tafraout** de la 1^{ère} édition du Festival des Amandiers.

Agriculture

1^{ère} participation du Maroc au Salon international de l'agriculture de **Paris**, 1^{ère} étape d'une tournée organisée à **Lyon, Marseille, Montpellier** et **Bordeaux** visant à présenter le Plan Maroc Vert aux investisseurs potentiels qu'ils soient opérateurs économiques ou issus de la communauté MRE.

Entrepreneuriat féminin

Le Maroc était l'invité d'honneur de la 3^{ème} édition du Salon de l'entrepreneuriat féminin de **Pontivy**.

AUTRES RELATIONS FRANCO-MAROCAINES

Initiation à l'art

Organisation par le Goethe-Institut et l'Institut français de **Rabat**, en partenariat avec le ministère de l'Education nationale et la Fondation ONA d'une exposition intitulée « Repères pour une histoire de la peinture au Maroc », destinée à être présentée dans 1.523 écoles du Royaume.

Environnement

Avec le soutien du Ministère français des Affaires étrangères et européennes et l'Institut de Recherche et Développement, organisation à **Oujda**, d'un séminaire consacré aux zones humides intitulé « Gestion durable du bassin Hydrographique de la Moulouya et de sa Zone Humide ».

Culture

A l'occasion d'une quinzaine culturelle marocaine à **Monéteau (Yonne)**, présentation d'une exposition consacrée à "3.000 ans de l'histoire du Maroc".

Visite d'étude

Voyage d'étude de l'Ecole Normale Supérieure à Marrakech.

Secteur informel

L'Association des Marocains aux Grandes Ecoles a organisé à **Paris** une conférence-débat sur le thème : « Le secteur informel au Maroc, gangrène ou aubaine ? »

AUTRES COOPERATIONS NATIONALES

COOPERATION BELGO-MAROCAINE

Coopération au développement

Le ministre belge de la Coopération au développement, en visite à **Rabat**, a annoncé que le budget de la Coopération belge au Maroc allait augmenter de 50 % pour le prochain programme indicatif de coopération 2010-2013 et donc atteindre 60 M€. La Coopération belge soutiendra, comme dans les années passées, des projets autour de l'infrastructure de base (assainissement d'eau et accès à l'eau potable), l'agriculture et le développement rural, ainsi que l'éducation.

Programmation triennale

Signature à Rabat d'un programme de coopération 2009-2011 entre le Maroc et la Région de Wallonie-Bruxelles qui permettra un soutien financier à 26 projets portant sur l'éducation et la formation professionnelle, la recherche et l'enseignement supérieur et l'environnement dans son aspect recherche avec comme axe transversal l'"inter-culturalité".

Coopération portuaire

Les Universités d'**Oujda** et d'Anvers ont organisé une conférence dans cette ville belge sur les perspectives de coopération entre le port de **Tanger** - Med et le port d'Anvers

Justice

Une délégation de magistrats belges, membres du Conseil supérieur de la Justice et de représentation permanente de la Belgique auprès de l'UE a participé à **Rabat** à un séminaire sur le thème du « nouveau code marocain de la famille et le droit belge de la famille »

Formation en milieu carcéral

Le ministre wallon de la formation professionnelle a consacré pour partie sa visite au Maroc aux projets de coopération menés dans le domaine de la formation des détenus.

COOPERATION DANO-MAROCAINE

Dialogue social

Lancement de la 2nde phase du projet de développement du dialogue social au Maroc, doté de 19Mdh, qui vise la promotion du dialogue social dans le milieu professionnel et contribue à l'application du nouveau Code du travail de 2004, consacré notamment aux Comités de sécurité et d'hygiène.

Genre

Organisation d'une conférence à **Rabat** par le Centre d'information sur les femmes et le genre danois (KVINFO), en collaboration avec l'Ambassade danoise, autour du lancement d'un projet sur le leadership féminin dans la sphère publique.

COOPERATION GERMANO-MAROCAINE

Eau & Assainissement

Inauguration à **Casablanca** d'un atelier sur la coopération maroco-allemande dans le domaine de l'eau par le ministre fédéral allemand de l'environnement.

Eau & Assainissement

Après une phase expérimentale menée par la GTZ avec l'Agence du Bassin hydraulique de **Tensift**, lancement d'un nouveau programme d'«Appui à la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (AGIRE)» développé à l'échelle nationale.

COOPERATION HISPANO-MAROCAINE

Environnement

Signature de 3 conventions de partenariat pour la mise en œuvre du projet d'appui au développement du parc national d'**Al Hoceïma**, d'un montant de 1,2 M€ entre le Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la lutte contre la désertification et l'AECL.

Coopération au développement

Organisation par l'Ambassade d'Espagne et l'Institut Cervantès de **Casablanca** des journées de la coopération espagnole au Maroc, afin notamment de présenter l'action des ONG.

Energies alternatives

Accord de coopération entre le Centre de développement des Energies renouvelables et l'Institut espagnol pour la diversification et l'économie de l'énergie.

COOPERATION NIPPO-MAROCAINE

Aide au développement

Organisation à **Rabat** par l'Association des Marocains participant aux programmes de la JICA d'une rencontre sur le thème « Quel impact pour des connaissances utiles ? » pour évoquer les différents aspects de l'intervention japonaise au Maroc en matière d'aide au développement.

Développement rural et gouvernance

Préparation en cours d'un projet de développement communal qui se traduira par la mise en œuvre dans quelques communes de la Province d'Errachidia de projets dans les domaines de l'agriculture, des activités génératrices de revenus, de la santé, de l'éducation, etc. et ce, en partenariat avec la DGCL, l'INDH et l'ADS.

COOPERATION MULTILATERALE-MAROC

UE- Bilan 2008

Selon le Chef de la Délégation de la Commission de l'UE à Rabat, le Royaume a bénéficié d'un montant global de 227,9 M€ au titre des paiements débloqués par l'UE en 2008 pour le financement de projets de développement entrepris par le Maroc. 120 projets ont bénéficié de ces financements ventilés sur, notamment, la couverture médicale de base, l'alphabétisation, la réforme de l'administration publique, l'énergie, les routes rurales en plus des facilités d'investissement de voisinage. Concernant la programmation 2009, le Maroc sera doté d'un fonds de 317 M€ attribué à plusieurs secteurs : santé, éducation, eau et assainissement, mise en œuvre de l'accord d'association, appui aux recommandations de l'Instance Equité et Réconciliation, et soutien aux importations et exportations.

Banque mondiale – Climat

Organisation à **Rabat** par la BM et le ministère des Affaires économiques et générales d'une conférence sur le thème « Changements climatiques au Maroc : défis et opportunités ».

UNICEF – Naissance

Inauguration à **Amez Miz** (Province d'Al **Haouz**) d'une Maison de la Maternité, fruit d'un partenariat entre l'UNICEF, l'INDH, l'ADS, et le Conseil provincial.

UNESCO – Langues

Selon l'Atlas interactif de l'UNESCO qui a recensé 2 500 langues menacées de disparition dans le monde, sur les 6 000 parlées, 5 seraient en danger au Maroc.

Nations-Unies – Mortalité infantile et maternelle

Signature d'un programme conjoint de 3 M\$ entre l'UNICEF, le PNUD, le FNUAP, l'OMS d'une part et le ministère de la Santé d'autre part, visant à réduire la mortalité maternelle et infantile.

FNUAP – Activités 2008-2009

Organisation d'une réunion consacrée au bilan 2008 et aux activités 2009 du plan d'action du programme Maroc-FNUAP (2007-2011) qui couvre notamment les domaines de la santé, de la migration, de planification et des systèmes d'information, ainsi que le développement des capacités des associations.

FNUAP – Santé

Organisation à **Tanger** d'un atelier autour du projet « Espace Santé jeunes », dédié à la sensibilisation des jeunes aux questions de santé et de prévention.

Fonds des Nations-Unies pour la Démocratie

Organisation par le FNUD de la 2ème Rencontre Nationale de formation pour le soutien de la société civile en perspective des élections de juin 2009.

Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole pour le développement international – infrastructure

L'OFID a accordé au Maroc un prêt de 8 M\$ destiné au financement du projet de construction du barrage Moulay Bouchta (province de **Chefchaouen**).

Union du Maghreb Arabe

20 ans après sa création, l'UMA n'a pas atteint son objectif de création d'une vision politique et d'espace économique communs. Aucun sommet entre les pays signataires (la Tunisie, la Libye, l'Algérie, le Maroc et la Mauritanie) ne s'est tenu depuis 1994.

Autres Coopérations

Roumanie

Ouverture d'un Consulat honoraire de Roumanie à Fès.

L'INTERVIEW DU MOIS

Marocoop accueille **Jacques ROCCA-SERRA**, Adjoint au Maire de Marseille, Président du Groupe Maroc de Cités-Unies France.

Taâoun :Vous venez d'inaugurer à Marrakech la Maison des Associations et des Initiatives Locales. Pouvez-vous nous présenter ce projet ?

Jacques ROCCA-SERRA : Effectivement, le Maire de Marrakech, mon ami Omar El Jazouli et moi-même venons d'inaugurer la Maison des Associations et des Initiatives Locales de Marrakech, la MAIL. Il s'agit d'un projet de la CU de Marrakech, mis en œuvre avec l'aide de la Ville de Marseille, s'inscrivant dans le Programme d'Appui à la Décentralisation, le PAD Maroc ainsi que dans l'Initiative Nationale de Développement Humain.

Car en fait, la MAIL ne constitue qu'un volet d'un projet plus important, dont le principal objectif est d'accompagner la CU de Marrakech dans l'élaboration et la structuration d'une véritable politique locale de soutien et d'animation de la société civile marrakchie.

Nous pouvons être fiers de ce projet qui constitue une première du genre au Maroc. Voilà 5 ans que nous y travaillons, depuis qu'Omar El Jazouli a voulu reproduire la même structure qu'il avait visitée à Marseille en 2004. Située au cœur de l'arrondissement de Menara, ce nouvel espace associatif comprend des salles de réunion et des bureaux, une cyberbase, un centre de documentation multimédia et un espace d'accueil et d'appui aux porteurs de projet économique. Y seront organisés des sessions de formation, des réunions-débats, des animations visant à créer des liens entre associations de Marrakech et de Marseille. Et surtout, la vocation de la MAIL est d'assurer un accompagnement à l'accès à l'emploi, en lien avec l'ANAPEC, et un atelier hebdomadaire de recherche d'emploi. L'originalité de la structure est qu'elle dispose d'un système de gestion participative, associant les usagers et les associations à sa direction et bénéficiera d'une autonomie réelle au sein des services municipaux. Plus qu'une maison des associations, je dirais qu'il s'agit d'une maison de la démocratie.

T : Quels sont les autres projets menés par Marseille et Marrakech ?

JRS : Avec 10 projets en cours en ce début d'année, le jumelage entre Marrakech et Marseille est très fructueux, et ce, grâce au dynamisme d'Omar El Jazouli et au sérieux et à la compétence de l'équipe qui l'entoure.

La MAIL constitue la partie la plus « visible » du projet « PAD Ménara » qui comprend aussi des activités qui concernent directement le fonctionnement de la CU de Marrakech et le secteur associatif marrakchi dans son ensemble. D'abord en renforçant les capacités des services actuellement en charge des rapports avec les associations au sein de la municipalité.

Parallèlement aux actions menées dans le cadre du projet PAD Ménara, je citerais 3 autres projets emblématiques :

- Projet de formation d'Agents Locaux de Développement Socio-Sportif : depuis 2007, la Ville de Marseille œuvre, à la demande de ses villes partenaires que sont Alger, Tunis et Marrakech, à la mise en place d'une politique de la jeunesse et de développement local pour la promotion des pratiques sportives et socioculturelles, en formant des agents locaux, chefs de projets, capables eux-mêmes de mettre en œuvre une politique de formation de jeunes animateurs. Il implique côté français de nombreux partenaires : Marins pompiers de Marseille, Ministère des Affaires étrangères, Ministère de la Santé de la Jeunesse et des Sports, CREPS d'Aix en Provence, etc.

- Le Projet « Partage - Solidarité Numérique » qui vise à introduire les NTIC dans les écoles primaires de Marrakech et à permettre la formation et l'utilisation des enseignants et des élèves sur les nouveaux outils pédagogiques multimédias.

- Le Diagnostic de Ville : à la demande du Maire de Marrakech, Marseille va accompagner sa partenaire dans la réalisation d'un diagnostic qui ciblera les principales opérations à engager par thèmes qui pourront dès lors faire l'objet d'un financement par les bailleurs de fonds internationaux.

D'autres projets sont également à l'étude, tel que l'organisation d'un accueil de jeunes, à Marseille, autour de la thématique du cinéma, qui réunirait des jeunes de Marrakech, mais aussi de Beyrouth et de Hambourg, autres villes partenaires de notre municipalité.

T : La Ville de Marseille semble consacrer de gros moyens à cette coopération, en particulier en terme de ressources humaines ; est-ce la clé, selon vous, de la réussite des projets de coopération décentralisée ?

JRS : La coordination de l'ensemble de ces projets est assurée par l'adjointe au Directeur des Relations Internationales, qui en relation permanente avec son homologue marroquin, s'appuie sur les savoir-faire et la technicité des fonctionnaires des différentes directions de notre municipalité et des partenaires extérieurs issus du secteur privé et/ou de la société civile.

De plus, certains dossiers, compte tenu de leur envergure, comme celui de la création de la MAIL nécessitent de faire appel à un chef de projet spécifique qui se rend fréquemment sur place. Par ailleurs, nous avons recruté un Volontaire du Progrès, localisé à la CU de Marrakech pendant 2 ans.

Mais par delà les moyens techniques, humains et financiers consacrés aux projets, la réussite d'une coopération repose surtout et avant tout sur les liens de confiance et d'amitié qui se créent au fil des années entre les acteurs concernés. Contrairement à la coopération au niveau gouvernemental, la coopération décentralisée repose essentiellement sur le facteur humain. Tous les acteurs impliqués, dont certains à titre bénévole, sont animés par une grande motivation. La clé du succès est là : coopération décentralisée doit rimer avec passion.

T : La Ville de Marseille est-elle impliquée dans des projets de coopération avec d'autres collectivités marocaines ?

JRS : Effectivement, en parallèle à ses liens privilégiés avec Marrakech, Marseille entretient des relations actives avec d'autres villes marocaines :

- Tanger : via le partenariat entre l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération marseillaise (AGAM) et l'Agence Urbaine de Tanger

- Fès où l'AGAM contribue à la mise en place d'un PDU.

- Rabat avec laquelle Marseille coopère en matière de réhabilitation urbaine (aménagement côtier Euro Méditerranée-Med Pact) et de protection du patrimoine et de gouvernance municipale.

Malheureusement, malgré les demandes qui nous sont faites, Marseille n'a pas les moyens de développer avec toutes des projets aussi ambitieux que ceux menés avec Marrakech.

T : Les Assises de la Coopération décentralisée franco-marocaine viennent d'avoir lieu : quel bilan en tirez-vous ?

JRS : Tout d'abord ce fut un moment important de rencontre et d'échange entre l'ensemble des acteurs de la coopération décentralisée Franco-Marocaine.

Ensuite, Agadir fut l'occasion de mener une réflexion avancée à partir d'un état des lieux de cette coopération et plus particulièrement du PAD Maroc, initié par nos deux Gouvernements.

Pour la Ville de Marseille que je représente, ainsi qu'en ma qualité de Président du Groupe-Pays Maroc de Cités Unies France, nous avons pu lors de ces Assises, mettre en lumière le caractère exemplaire de cette coopération.

Je suis certain que ces Assises auront permis de confirmer les bonnes pratiques en matière de coopération décentralisée et de mettre en exergue l'importance des projets qui y sont menés, projets qui rapprochent les hommes et qui visent tous à améliorer la qualité de vie des habitants de nos territoires en s'inscrivant parfaitement dans l'esprit du grand projet de l'Union pour la Méditerranée.

T : Quelles sont les prochaines priorités du Groupe Pays Maroc de Cités-Unies France ?

JRS : Le Groupe-pays Maroc de CUF a été créé en 1997 ; depuis, l'intérêt manifesté par les collectivités marocaines et françaises à coopérer n'a cessé de croître. En 2003, une convention a été signée entre CUF et l'Association Nationale des Collectivités Locales du Maroc, présidée par mon ami Omar Bahraoui. Les missions du Groupe-pays, qui compte aujourd'hui 40 collectivités françaises, reposent sur 5 axes de travail : l'information et le

conseil/l'échanges d'expérience et réflexions thématiques/la représentation et le lobbying/la mise en contact avec les partenaires institutionnels et acteurs du développement au Maroc/la publication de documents d'informations et de capitalisation à l'usage des collectivités.

Dans ce contexte très favorable, dont ce sont fait l'écho les récentes Assises, le groupe pays Maroc envisage de renforcer cet accompagnement des collectivités notamment en créant des réunions thématiques spécifiques qui permettraient de capitaliser et mutualiser les expertises et les meilleures pratiques, et favoriser ainsi la participation conjointe à des projets menés au Maroc. Je souhaite également à travers ce groupe pays, renforcer l'implication des collectivités locales dans projet de l'Union pour la Méditerranée.

LES NOUVELLES DU MAROC

Gouvernance

Organisation à **Marrakech** par l'Institut Amadeus d'une conférence sur « la gouvernance : droits individuels, développement économique et progrès socioculturel ».

Changement de numérotation téléphonique

A partir du 6 mars, le Maroc passe à une numérotation à 10 chiffres au lieu de 9 actuellement. Pour les appels à partir de l'étranger vers un numéro fixe marocain commençant par +212 2 ou +212 3, il faudra composer le 5 entre le code pays 212 et les chiffres 2 ou 3. Pour les appels vers un numéro mobile marocain commençant par +212 1, +212 4, +212 5, +212 6 ou +212 7, il faudra composer le 6 entre le code pays 212 et les chiffres suivants. Pour les appels à partir de l'étranger vers les numéros commençant par +212 8 ou +212 9, il faudra remplacer 8 par 80 et 9 par 89.

RENDEZ-VOUS

Ø 6/3/2009 à **Paris**, conférence sur le thème « Développement social, une nouvelle alternative vers la démocratisation du Maroc » à l'initiative de l'Association Maroc Entrepreneurs, animée par N.Rochdi, directrice adjointe du PNUD Genève et N. Guedira, directeur de l'Agence de Développement Social

Ø 26-28/3/2009 à **Marrakech**, Congrès international des Plantes aromatiques et médicinales, par l'Université Cadi Ayyad.

Ø 17-19/4/2009 à **Taroudannt**, 2^{nde} édition du Forum des Associations de Taroudannt, par la Commune de Taroudannt et la Commune de Romans-sur-Isère.

Ø 14-16/5/2009 à **Ifrane**, Congrès International des Plantes aromatiques et médicinales, par l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II et l'ADEPAM

Ø 27-31/5/2009 à **Casablanca** : 2^{nde} édition du "Premier Festival Africain pour l'Ecologie et le Développement Durable en Afrique" sur le thème « L'eau c'est la vie. »

Ø 4/7/2009 à **Fès**, Rencontres de la Coopération décentralisée de Fès et de sa région, par le Consulat de France et la CU de Fès.

Ø 27/9-2/10/2009 à **Marrakech** : 26^{ème} Congrès international de la Population

Ø 27-28/10/2009 à **Marrakech** : Coolpolitics Conférence de la Jeunesse pour un espace euro-méditerranéen de la jeunesse, par la Fondation hollandaise Youth For Dialogue.

Ø 1-5/12/2009 à **Marrakech** : 5^{ème} édition du Sommet « Africités » par Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLUA), sur le thème "Promouvoir le développement économique et la création d'emplois au sein des collectivités locales africaines".

APPELS A PROJETS

Ø Appel à micro-projets de développement local du Forum des Organisations de Solidarité Internationale Issues des Migrations (France), en direction d'un Pays de la Zone de Solidarité Prioritaire qui comprend le Maroc. Date limite : 6/3/09

+ d'info : www.lianescooperation.org/IMG/pdf/Appel_a_projets_2009_pra-osim.pdf

Ø Appel à projets CIUDDA de l'UE : Coopération en matière de développement urbain et de dialogue
Date limite de dépôt de la note d'intention : 27/2/09

+ d'info :

<https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?ADSSChck=1228932859027&do=publi.detPUB&ccnt=7573876&debpub=11%2F10%2F2008&orderby=pub&orderbyad=Desc&nbPubliList=25&aoref=127778>

